

L'Humanité



rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mercredi
1er décembre 1976

N°577

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Mobilisons-nous pour empêcher la venue de Brejnev

Il y a quelques mois, toute la presse annonçait la venue du chef de file du social-impérialisme russe en France et en RFA, pour la fin de cette année. Courant décembre ou début janvier, disait-on sans plus de précisions. Depuis, c'est le blackout de toute information officielle sur ce projet. Cela ne signifie pas qu'il soit enterré pour autant. Il faut se souvenir que la visite de Gromyko à Paris, l'an dernier, avait été entourée de la même extraordinaire discrétion. Où est l'explication de ce silence officiel, inhabituel pour la venue d'un chef d'État dans notre pays ?

Il faut la chercher dans la note que le gouvernement soviétique a récemment fait parvenir aux autorités britanniques, quelques temps avant l'arrivée de Gromyko. Il y était dit avec beaucoup de sécheresse que si la Grande-Bretagne ne s'engageait pas à interdire et réprimer énergiquement toute manifestation hostile, du genre de celles qui avaient accompagné les visites précédentes de Chélepine et de Ponomarev, une telle visite serait purement et simplement annulée.

Le Kremlin commence à prendre peur devant la com-

préhension grandissante par les peuples européens, de la véritable nature, capitaliste, social-fasciste et social-impérialiste de l'URSS. Un peu partout désormais, en RFA, en Grande-Bretagne, en Suède, en Norvège, les visites des autorités soviétiques sont accompagnées de manifestations populaires de protestation contre les ambitions hégémoniques des nouveaux tsars, contre leur politique agressive et belliqueuse, contre l'oppression



fasciste qu'ils exercent sur les peuples soviétiques et des pays de l'Est, appuyée par l'armée, la police, le KGB, les asiles psychiatriques et les camps de concentration ; contre aussi les concessions économiques, politiques, militaires, faites par les gouvernements

bourgeois européens aux ambitions frénétiques de Moscou.

Effrayés par le chantage et la menace militaire soviétiques, ceux-ci ont accepté de participer à la farce d'Helsinki, dont chacun aujourd'hui reconnaît en privé qu'elle a uniquement bénéficié aux préparatifs agressifs de la clique du Kremlin. Ils se font les propagandistes zélés de l'illusion d'une prétendue «détente» dans le monde alors que grandit chaque jour le risque d'une 3e guerre mondiale due à la rivalité des deux super-grands.

Ne permettons pas que Brejnev vienne agiter sur notre sol son rameau d'olivier empoisonné. Comme nous l'avons toujours fait lors des visites des chefs de file de l'impérialisme US, de Ridgway à Nixon, mobilisons-nous activement, mobilisons les travailleurs autour de nous, en expliquant la vraie nature social-impérialiste et social-fasciste de l'URSS, dominée par la clique révisionniste de Brejnev ce nouvel Hitler, afin que notre peuple joigne sa voix et ses luttes à celles de tous les peuples du monde victimes de ses menaces et de ses agissements.

LES GRANDES MANŒUVRES... DE LA REPRESSION

Le train de lois répressives qui vient d'être adopté complète un arsenal déjà impressionnant.

Au lendemain de 68, la bourgeoisie s'était efforcée de remédier aux failles de son système d'exploitation (cette préoccupation n'était cependant pas nouvelle ; la Constitution de 58 allait déjà dans ce sens, et c'était aussi la préoccupation de tous les gouvernements précédents) : l'explosion de Mai en avait en effet révélé un certain nombre de faiblesses...

Ainsi l'arsenal juridique qui est à la disposition de la bourgeoisie a été depuis amélioré, développé : nouveau texte sur l'état de siège (il peut être appliqué par l'utilisation de l'Article 16 qui donne tous les pouvoirs au président de la République, ou par vote du Parlement) dont les dispositions sont beaucoup plus sévères qu'auparavant... L'arsenal militaire a été bien sûr, lui aussi amélioré : révision de l'organisation et des conditions d'intervention des forces constituant la Défense opérationnelle du territoire (DOT) en vue d'une utilisation à des fins beaucoup plus intérieures que de lutte contre un ennemi extérieur, mise en place de «Centres du renseignement et de coordi-

nation» (CRC) en 1969, permettant l'échange de renseignements entre la police et l'armée...

Giscard a poursuivi cette tâche, avec, en particulier la réforme de l'Armée de terre. Cette réforme dont l'application devrait s'étaler jusqu'en 1982 réalise en fait un véritable quadrillage du territoire (transfert d'Allemagne en France, et déplacement en France même de certains régiments...). Cette même réforme prévoit l'élimination de 20 000 appelés, donc le renforcement du caractère de métier de l'armée actuelle.

La suite de ces efforts de la bourgeoisie d'affiner son appareil militaire et policier, nous l'avons sous les yeux aujourd'hui. D'une part c'est Messmer qui mène sa campagne en faveur de l'armée de métier, aidé en cela par la «gauche», armée de volontaires comme il l'appelle, et tournée, dressée contre le peuple. Et d'autre part, Poniatowski avec ses lois sur la fouille des voitures et le port d'armes. Et encore la création toute récente des pelotons d'intervention rapide de la gendarmerie mobile (en patrouille 24 h sur 24 sur les routes) et dont on sait qu'elle est spécialisée

dans la répression du peuple (elle s'était illustrée en Mai-juin 1968, plus récemment à Aléria...)

(suite p. 3)

Palestine occupée

Plusieurs usines incendiées par des combattants palestiniens

Des combattants palestiniens ont placé récemment des charges explosives dans plusieurs usines de la zone industrielle de Tel Aviv, qui ont provoqué d'importants dégâts matériels, annonce à Beyrouth l'Agence de presse palestinienne «Wafa».

Selon l'agence, «une usine de textiles, un atelier d'assemblage de moteurs, un entrepôt de pneus et plusieurs autres ateliers ont été détruits dans les incendies provoqués par des charges à retardement». «Wafa» ajoute que plusieurs Palestiniens ont été arrêtés par les autorités sionistes à la suite de ces incidents.

A propos des négociations de frontières sino-soviétiques

UNE POSITION DE PRINCIPE

Selon les agences de presse, Léonid Ilytchev, vice-ministre soviétique des Affaires étrangères est arrivé à Pékin, le samedi 27 novembre, pour la reprise des négociations sur le tracé de la frontière sino-soviétique interrompues il y a un an et demi.

Cette information est à nouveau l'occasion pour la presse bourgeoise française d'insinuer que la politique du Parti communiste chinois vis-à-vis de l'Union soviétique pourrait être modifiée dans un sens plus favorable au social-impérialisme.

Bien entendu, il s'agit là d'une nouvelle calomnie. Ces journalistes,

anti-chinois de profession, font semblant d'ignorer la distinction que le parti et le gouvernement chinois ont toujours fait entre les relations d'État à État et celles de parti à parti.

Avec le Parti «communiste» d'Union soviétique, le Parti communiste chinois n'a plus de relations depuis que ce parti a cessé d'être un parti communiste, et n'en aura pas plus dans l'avenir. Par contre, le gouvernement chinois a toujours souhaité avoir avec le gouvernement d'Union soviétique des relations normales d'État à État, basées sur les cinq principes de la coexistence pacifique, comme il en a avec d'autres

gouvernements à régime social différent. C'est la raison pour laquelle lors du décès du président Mao Tsé-toung le Parti communiste chinois a refusé tous les messages qui lui étaient adressés par les partis révisionnistes, dont le PCUS, tandis que le gouvernement chinois acceptait les messages des gouvernements des pays dominés par des partis révisionnistes, dont l'URSS.

Si, jusqu'ici les relations d'État à État n'ont pu s'améliorer, c'est uniquement dû à la politique résolument anti-chinoise des dirigeants sociaux-impérialistes de Moscou.

(Suite p. 2).

32^e anniversaire de la République Populaire d'Albanie

Soirée d'amitié franco-albanaise

Vendredi 3 décembre 1976 à 20 Heures salle de la Mutualité

24 Rue Saint-Victor Paris Métro Maubert-Mutualité

organisée par l'Association des Amitiés Franco-Albanaises

Grande Bretagne

NON A L'AUSTERITE

C'est vêtue de lamé blanc et or et d'hermine et couronnée de diamants qu'Elisabeth II est venue lire devant le parlement britannique le discours rédigé par le premier ministre travailliste James Callaghan, annonçant de nouvelles mesures d'austérité en Grande-Bretagne. Une façon comme une autre de signifier que l'austérité, ce n'est pas pour tout le monde.

Pour la première fois, ce discours d'un gouvernement travailliste, habituellement généreux en promesses d'améliorations sociales, est resté totalement muet sur la question des revendications et besoins sociaux. Il donne par contre clairement et sans nuances la « priorité absolue » à la prospérité de l'industrie.

Retrouvez vos manches, pour le plus grand bénéfice des monopoles britanniques en difficulté. Tel est le message de la souveraine à son bon peuple.

« Mes ministres, a-t-elle dit, sont convaincus que la clé d'un meilleur avenir économique pour le peuple britannique consiste dans le relèvement des niveaux de production industrielle et de productivité dans un plus haut niveau d'investissements industriels, et dans une plus grande compétitivité afin de prendre une plus grande part des marchés mondiaux. »

L'appel à la collaboration de classe entre les travailleurs et leurs exploités s'est renouvelé avec une lourde insistance dans la réaffirmation que « la coopération étroite entre le gouvernement, les syndicats et le patronat était indispensable pour lutter contre l'inflation et le chômage élevés. »

De son côté, Callaghan a aussitôt après, averti qu'il ne fallait pas s'attendre à une diminution du taux d'inflation au cours des prochains mois en insistant sur la nécessité d'une nouvelle restriction « volontaire » des revenus pour 1977-78.

Pour ne pas effaroucher les hommes d'affaire et les banquiers de la « City », Callaghan a même abandonné son projet d'impôt sur le capital mis en avant dans le programme électoral du parti travailliste en 1974.

Chacun s'attend à l'annonce, avant le 15 décembre, d'une nouvelle série de mesures d'austérité — augmentation des impôts et réduction des dépenses publiques — pour tenter de combler une partie du déficit budgétaire : cela semble être en effet la condi-

tion mise par le Fonds monétaire international (FMI) à l'octroi d'un prêt de 3 900 millions de dollars destiné à soutenir la livre sterling qui a perdu 18 % de sa valeur depuis le début de l'année.

La classe ouvrière britannique a déjà commencé à répondre à cette nouvelle provocation de ses exploités. Les négociations qui se déroulaient ces jours-ci

à Londres entre les représentants des mineurs et la direction des charbonnages ont échoué. Les mineurs qui revendiquent le droit à la retraite à 60 ans, ont qualifié « d'absolument ridicules » les propositions du pouvoir. Les quelque 200 000 employés des aciéries de l'État britannique ont décidé de les rejoindre dans cette lutte et réclament à leur tour l'application im-

médiante du droit à la retraite à 60 ans.

Les « gueules noires » britanniques envisagent le déclenchement prochain d'une grève pour soutenir leurs revendications. L'appel à « retrousser ses manches » fait long feu chez eux puisque la direction des charbonnages se plaint de ce que la production ait chuté de 7 % ces six derniers mois !



Il y a quelques jours, 20 000 travailleurs britanniques manifestaient dans les rues de Londres. C'était la plus importante manifestation depuis l'arrivée des travaillistes au pouvoir en 1974.

A propos des négociations de frontières sino-soviétiques

Une position de principe

Suite de la p. 1.

C'est là la position du parti et du gouvernement chinois rappelé par le carnade Chou En-lai le 13 janvier 1975 dans son « Rapport sur les activités du gouvernement » à la 4e assemblée populaire nationale :

« La clique dirigeante de l'Union soviétique a trahi le marxisme-léninisme ; les controverses qui nous opposent à elle sur les questions de principe se poursuivront pendant longtemps encore. Toutefois nous avons toujours été d'avis que ces controverses ne devaient pas entraver le maintien des relations étatiques normales entre la Chine et l'Union soviétique. La direction soviétique a pris une série de mesures visant à détériorer les rapports sino-soviétiques ; elle a mené des activités de subversion contre la Chine, et en est venue à provoquer des conflits armés à la frontière. Reniant l'entente déjà réalisée en 1969 entre les chefs de gouvernement des deux pays, elle a refusé de conclure un accord sur le maintien du statu-quo à la frontière, la prévention du conflit armé et la rupture du

contact entre les forces armées des deux parties dans les régions contestées à la frontière, accord qui comprend entre autres le non-recours mutuel à la force et la non-agression mutuelle, de sorte que les négociations sino-soviétiques sur les problèmes de la frontière n'ont pas enregistré de résultats jusqu'à présent. Elle ne reconnaît même pas l'existence de régions contestées à la frontière sino-soviétique ni même n'accepte la rupture du contact entre les forces armées des deux parties dans ces régions et la prévention du conflit armé, mais elle parle à satiété de ce qu'elle appelle traité sur le non-recours mutuel à la force et traité sur la non-agression mutuelle, lesquels sont vides de sens. A quoi donc vise-t-elle par là, sinon à tromper le peuple soviétique et l'opinion mondiale ? Nous aimerions donner à la direction soviétique un conseil : vous feriez mieux de vous asseoir et de négocier honnêtement pour résoudre ne serait-ce que quelques problèmes, et de mettre un terme à ce petit jeu trompeur. »

C'est la position claire et de principe du parti et du gouvernement chinois. Ils n'en ont point changé. Si les dirigeants du Kremlin, dont la politique d'hostilité à la Chine n'a connu que des échecs, veulent aboutir dans les négociations sur la question des frontières, ils savent ce qu'ils ont à faire : changer de politique. Sinon, encore une fois ils se casseront les dents.

Guide des films anti-impérialistes

Par Guy Hennebel



- 300 films répertoriés
- 150 films analysés
- une foule d'adresses

E-100
Editions du Centenaire
24, rue Philippe-de-Gérard
75010-Paris Tel. : 202 87 05

Genève Réunion de l'Internationale socialiste

Héritière de la seconde Internationale, celle qui envoya les ouvriers à la boucherie impérialiste de 1914-1918, l'Internationale socialiste s'est réunie dimanche dernier à Genève. Il y avait là du beau monde. Outre la délégation française conduite par l'opportuniste Rocard on pouvait voir H. Schmidt, premier ministre de la très démocratique Allemagne fédérale, et Y. Rabin, le premier ministre israélien.

Après avoir noté que « le système capitaliste non-planifié à commerce libre » avait « lamentablement échoué » Ces messieurs ont cherché des manières plus « scientifiques » d'exploiter leur prolétariats en utilisant à fond les ressources productrices et en adoptant des politiques d'investissement de crédit, de profits, de prix et revenus destinés à surmonter l'inflation.

On voit le beau socialisme qu'on nous propose là... Une bonne partie du rapport politique final était consacrée à la détente et à l'apologie de la Conférence d'Helsinki, la conférence de l'insécurité européenne.

Yougoslavie Tito renvoie dos à dos les superpuissances

« Les grands efforts déployés par le peuple yougoslave pour réaliser les grandes tâches qui l'attendent sont la meilleure réponse à ceux qui, sous couvert d'une fausse sollicitude pour le sort de la Yougoslavie ou du socialisme yougoslave, font pression sur nous pour nous détourner de notre voie, contrecarrer notre développement et menacer notre indépendance. »

C'est dans un discours au Parlement yougoslave que Tito vient d'infliger cette cinglante réponse aux deux superpuissances. On se souvient que Carter, pendant et après son élection s'était vivement préoccupé du sort de la Yougoslavie et du fait de savoir si les troupes US devraient intervenir en cas d'agression soviétique.

Quant à Brejnev, il s'était montré soucieux, lors de son récent voyage à Belgrade, de l'avenir du « socialisme yougoslave » et il avait beaucoup insisté sur un resserrement des liens entre la Yougoslavie et l'ensemble des pays de l'Est.

Bref, devant la perspective de la disparition de Tito, les deux grands bandits impérialistes font des ronds-de-jambes devant la Yougoslavie et font semblant de s'inquiéter de son sort pour mieux dissimuler leurs visées réelles. De par sa position tant politique que géographique, en Europe du Sud, la Yougoslavie occupe une position stratégique particulière que convoite les deux superpuissances dans leur lutte pour la domination du monde.

La réaffirmation de la volonté du peuple yougoslave de continuer la lutte pour son indépendance en comptant principalement sur lui-même n'en a que plus d'importance.

ONU L'Assemblée générale demande l'admission du Vietnam

Par 123 voix contre 1 (USA) et 3 abstentions (Grande-Bretagne, Israël, et Allemagne de l'Ouest), l'Assemblée générale de l'ONU vient de demander au Conseil de sécurité de revoir sa position et d'admettre la République socialiste du Vietnam à l'ONU. Cette même résolution condamne le veto que les États-Unis avaient opposé, le 15 novembre dernier à une première demande, s'opposant ainsi à la volonté générale. Ainsi l'impérialisme US se retrouve une nouvelle fois totalement isolé sur la scène internationale face aux peuples en lutte ; quant au droit de veto, symbole de la domination impérialiste, il serait grand temps qu'il soit aboli !

COMMUNIQUE

La réparation de notre répondeur automatique, que nous escomptions brève, dure plus longtemps que prévu. Aussi, nous nous excusons auprès des lecteurs qui auraient cherché à nous téléphoner des articles, de ne pas les en avoir informé plus tôt. Nous ferons passer un communiqué dans le journal dès la reprise de son fonctionnement. En attendant, veuillez écrire à la boîte postale, s'il vous plaît.

nouvelles intérieures

Déclaration de la direction nationale de la JCMLF

7 décembre : mobilisation contre la répression !

Le mardi 7 décembre, 25 étudiants de Nantes comparaitront devant le tribunal de Rennes, en appel. Ils sont inculpés au titre de la loi «anti-casseurs» suite à une manifestation qui avait eu lieu le 12 mai dernier, à Nantes, et qui avait été chargée par les CRS. Le 12 juillet dernier, alors que le mouvement étudiant était encore chaud, un premier procès avait eu lieu, au terme duquel ils avaient été relaxés. Mais la bourgeoisie était bien décidée à ne pas en rester là et un nouveau procès était décidé.

Il est clair que, par ce procès, la bourgeoisie veut frapper un grand coup contre le mouvement étudiant. Alors que dans la jeunesse, la révolte grandit contre le chômage et l'exploitation capitaliste, la bourgeoisie veut semer la crainte parmi les étudiants. Ce procès, qui intervient après d'autres qui ont eu lieu à Montpellier, Toulouse, Rennes, est le plus important par le nombre des inculpés comme par sa signification. La bourgeoisie veut faire un exemple pour tenter de dissuader les étudiants de recourir à la lutte. Ce procès contre des étudiants s'inscrit dans le cadre d'un renforcement de la répression contre toutes les couches du peuple en lutte. Il est une preuve de l'inquiétude de la bourgeoisie qui n'ignore pas la montée de la colère parmi les travailleurs et qui compte ainsi pouvoir imposer sa politique d'exploitation.

La jeunesse communiste marxiste-léniniste de France appelle à faire du 7 décembre une importante journée de lutte contre la répression, pour l'acquiescement des 25 étudiants, pour l'abrogation de la loi anti-casseurs. Cette journée sera également l'occasion de dénoncer comme ils le méritent les faux communistes du PCF. Sur le terrain, ils se sont opposés à toute mobilisation pour l'acquiescement des 25. Il est vrai que l'un d'entre eux, enseignant, n'a pas hésité à faire déférer un étudiant de Nantes devant le conseil de discipline de l'université. Il est vrai encore qu'ils ont appelé de tous leurs vœux la loi anti-casseurs, aujourd'hui utilisée de plus en plus souvent contre les masses populaires. Ils sont des agents actifs de la répression contre le peuple.

Le 7 décembre, à Rennes, la JCMLF appelle les étudiants, les lycéens, élèves des CET à se mettre en grève pour tenir des assemblées générales et participer à une manifestation commune de la jeunesse scolarisée devant le Palais de justice.

Partout en France, dans les facultés, les lycées, les militants de la JCMLF feront du 7 décembre une journée d'explication et de dénonciation de la répression, pour exiger l'acquiescement des 25 étudiants nantais.

*Acquiescement immédiat de nos camarades !
A bas la loi anti-casseurs !*

Les grandes manœuvres de la répression

(suite de la p. une)

Toutes ces mesures correspondent donc à une préoccupation constante de la bourgeoisie : renforcer les moyens dont elle dispose pour imposer son exploitation et s'opposer à tout mouvement de révolte. Cer-

tains de ces projets, ceux de Ponia par exemple, vont être, n'en doutons pas utilisés dès demain.

D'autres, comme la réforme de l'Armée de terre, ou les réformes juridiques préparent les temps

difficiles pour la bourgeoisie où elle ne pourra plus imposer aussi «facilement» qu'aujourd'hui son exploitation et son oppression, les périodes révolutionnaires à venir.

C'est pourquoi nous devons lutter sans merci, mobiliser pour une riposte de masse contre ces projets et ces efforts de la bourgeoisie de renforcer son appareil d'État, sa dictature. Ces mesures viennent à point pour aider la bourgeoisie à imposer son plan Barre que tous les travailleurs refusent, pour réprimer les masses ouvrières et paysannes qui, inéluctablement se lèveront contre les conséquences de la crise du capitalisme.

Mais ces mesures nous indiquent aussi que la bourgeoisie aux abois ne peut plus imposer «pacifiquement» son exploitation et qu'elle sera obligée de plus en plus de recourir à la terreur ouverte ; c'est le signe que sa fin approche : le peuple de plus en plus exploité et opprimé et donc de plus en plus révolté saura, guidé par son parti mettre fin à la domination de ses exploités.

RECTIFICATIF

Dans notre édition du 28 novembre, dans l'article portant sur les projets du sieur Doumeng, en page 3, nous avons parlé de la «Banque du crédit du Nord» ; en fait, il s'agissait de la «Banque pour l'Europe du Nord», connue également sous le nom d'«Eurobank».

Deux lois fascistes

Elles sont issues d'un «plan de sécurité» que Poniowski avait présenté le 7 avril 1976 devant le Conseil des ministres et qui avait été approuvé.

Constitué de 4 projets de lois au départ, il a finalement été réduit à 2 après modifications, à cause de l'indignation qu'il avait soulevé.

Les 2 lois restantes portent l'une sur la fouille des véhicules et l'autre sur le port d'armes.

La première : le projet initial a été modifié par Guichard qui a précisé que la fouille ne pourrait être effectuée que par un officier de police judiciaire, ce qui change peu de choses dans la mesure où les fouilles n'auront pas à être justifiées par un motif quelconque et pourront être effectuées d'office. Sous prétexte donc de rechercher des armes ou des objets volés, les flics pourront se permettre de visiter n'importe quelle voiture, à n'importe quel moment ; ce n'est en fait qu'un moyen supplémentaire de réprimer les militants révolutionnaires politiques et syndicaux.

La seconde : elle aggrave la réglementation du port d'armes et les peines pour infractions à cette réglementation. Sans entrer dans tous les détails de cette réglementation assez compliquée disons que, en particulier, ce projet de loi augmentera la peine pour port d'armes de la 6e catégorie. Or la 6e catégorie est constituée par toutes les armes blanches : le poignard comme le bouchon ou le canif, la clé à molette... Le port est prohibé, le transport sans «motif légitime» interdit !! (on sait déjà quelle utilisation avait été faite de ce texte de loi en 1968). Le présent projet aggravera donc les condamnations pour les infractions en uniformisant les peines entre la 6e catégorie, la 4e catégorie (armes de défense et de grande chasse) et la 1e catégorie (armes de guerre ou pièces de ces armes et leurs munitions). Tous les coups seront donc permis et le manifestant arrêté porteur d'un bouchon pas obligatoirement destiné à un flic pourra être condamné aussi sévèrement que le barbouze ou le truand porteur d'un pistolet mitrailleur.

Bayonne

UN OUVRIER MARXISTE LENINISTE CONDAMNÉ PAR LA JUSTICE BOURGEOISE

Le jeudi 25 novembre, à Bayonne, un ouvrier marxiste-léniniste des fonderies de Mousserolles a été condamné à 200 F d'amende pour organisation et participation à une manifestation interdite.

Les faits : le 26 juin dernier, une manifestation était convoquée par le comité contre la répression Côte basque et le comité Askasuna. Malgré l'interdiction par le préfet le veille, 80 à 100 personnes s'étaient réunies au centre ville. Les forces de police étaient intervenues et avaient arrêté Benat Achary, porteur d'un mégaphone à cet instant.

C'est sous la protection de 6 compagnies de CRS et une quarantaine de flics en

civil, que la justice bourgeoise a délibéré. Il faut dire qu'une grosse popularisation avait eu lieu et qu'un réfugié politique basque était aussi jugé pour «appartenance à ETA».

Une semaine auparavant, un commando de fascistes avait été jugé pour port d'armes seulement, alors que dans l'arsenal trouvé dans leur voiture, se trouvait un pistolet de marque Astra ayant servi à mitrailler un couple de réfugiés (la femme qui tenait un bébé dans ses bras avait eu les poumons transpercés) et que 2 ou 3 membres du commando avaient avoué préparer deux enlèvements de réfugiés politiques.

Correspondant HR Bayonne

Paris : Pour la première fois

Des révisionnistes italiens siègent à l'UEO

La 22e session de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), groupant les 6 pays fondateurs du Marché commun plus la Grande-Bretagne, s'est ouverte hier lundi, au palais d'Iéna, en présence pour la première fois de parlementaires du Parti communiste italien dont Sergio Sègre, adjoint de Berlinguer pour les relations internationales. Les révisionnistes italiens officialisaient ainsi leur volonté de siéger dans les instances européennes, avec la bénédiction de Andreotti, chef de file de la Démocratie chrétienne italienne, qui leur a décerné récemment un brevet «d'indépendance» vis-à-vis de Moscou et de «bonne conduite européenne».

Faisant une entorse au règlement, le président de l'assemblée, le français Edmond Nessler, membre de l'UDR, a donné la parole à

un sénateur du PCI qui a pu longuement exposer les raisons de sa présence et de celle de ses compères. Il a notamment déclaré que les parlementaires communistes italiens considèrent que «les préjugés de l'époque de la guerre froide ont disparu» et qu'ils peuvent dorénavant «collaborer à la construction d'une Europe occidentale unie pour les objectifs de paix et de démocratie».

Ayant ainsi protesté de la pureté de leur intentions à l'égard de l'Europe, les révisionnistes italiens ont ensuite pu participer tranquillement à tous les débats y compris celui portant sur les problèmes de défense européenne.

Il faut noter toutefois qu'en couvrant d'éloges le PCI, Andreotti avait tenu à le distinguer de son compère le PCF, «beaucoup moins

autonome par rapport à Moscou». Dans les faits, cette différence se révèle peu sensible puisque parlementaires révisionnistes italiens et français ont aussitôt créé un groupe commun à l'UEO.

Ce qui leur permet d'emblée de demander à faire partie des diverses commissions et de réclamer des postes de président ou vice-président au bureau de l'assemblée ou dans des commissions.

Imro

MEETING DE SOLIDARITE
Mardi 30 novembre
à partir de 18 heures
Mutualité salle B
24, rue St-Victor, Paris-Ve,
Métro Maubert-Mutualité



Luttes contre les licenciements

Au centre psychothérapique de la Chartreuse (Dijon)

Licenciement d'une élève infirmière

Alors que le manque d'infirmiers et d'infirmières psychiatriques est criant à la Chartreuse et que les condi-

motifs de la direction «légers» et en propose d'autres !!

Correspondant HR.

29 NOVEMBRE 1976

CGT SYNDICAT CGT DU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE LA CHARTREUSE **FSM**

Suite à la réunion du Comité technique des cours le 25/11/1976 à 10 H 30, une élève infirmière vient d'être licenciée.

Avant cette réunion une délégation du syndicat a été reçue par le Directeur afin de connaître les griefs invoqués.

Le Directeur a fait savoir entre autres qu'il regrette l'attitude de certains élèves quant à leur façon relativement désinvolte de suivre les cours et en particulier la stagiaire en question.

La C.G.T. estime ces réponses évanescentes et prétend que ces motifs sont insuffisants pour justifier un licenciement.

En l'occurrence le syndicat demande qu'un tel sujet soit débattu au conseil de discipline et demande sa réintégration en regard qu'au cas particulier le principal grief retenu semble résider dans un comportement rétrograde. A partir de cet instant, il est évident qu'il s'agit d'un licenciement d'une élève professionnelle qui ne dépend pas de la volonté technique des cours de la direction et n'est pas représenté à notre sens à tort.

Ainsi, le syndicat chargé de la défense des personnels ne peut s'exprimer qu'à travers le conseil de discipline.

Il s'agit entre autres de souligner le problème social, moral et familial posé par le licenciement d'une femme seule, mère d'un enfant en bas âge.

La C.G.T. estime donc que la Direction à travers le conseil de discipline doit prendre ses responsabilités. A partir d'une décision défavorable toute mesure doit être prise pour sauvegarder la réputation d'un travailleur et une étude doit être entreprise pour améliorer les conditions de recrutement des allocations pour perte d'emploi.

La C.G.T. tirant les enseignements d'une telle situation estime qu'une réflexion devrait s'engager au niveau des critères de sélection, elle demande que le dialogue s'engage avec les élèves infirmières existantes, elle réclame enfin que les élèves stagiaires soient davantage impliqués et leur stage soit jugé insuffisant, afin de leur permettre d'améliorer leur travail.

LE SYNDICAT C.G.T.

Hôpital La Timone (Marseille)

Un concours peut causer le licenciement de tous les auxiliaires

La Direction de l'Action sanitaire et sociale organise prochainement un concours de laborantines qui prévoit 7 postes à pourvoir dans les hôpitaux de Marseille. Au seul hôpital de la Timone, 9 auxiliaires sont déjà en poste. Certains depuis plusieurs années.

Ce concours externe peut causer le licenciement de tous les auxiliaires qui ne l'auront pas réussi (leurs conditions familiales et professionnelles les défavorisant par rapport à ceux de l'extérieur qui se présenteront).

Les auxiliaires ont pris en main la défense de leurs intérêts. Ils ont organisé, de manière autonome, une délégation à la direction, demandant :

- pas de licenciements, ni de mutations ;
- titularisation des auxiliaires.

La CGT, dans un premier temps, s'est opposée à la mobilisation des auxiliaires, sous prétexte qu'elle «s'occupait» de l'affaire. Mise

devant le fait accompli, elle a tenté de récupérer la direction de la délégation, en imposant 5 responsables syndicaux. Une mise au point a été faite par 4 auxiliaires devant le directeur, précisant que c'était une délégation d'auxiliaires et non une délégation du syndicat CGT.

La mobilisation se développe pour la satisfaction des revendications.

Les communistes marxistes-léninistes de l'hôpital la Timone.



Dans un foyer SONACOTRA (Grenoble)

Opération «portes ouvertes» de la direction

Les travailleurs immigrés ne sont pas dupes

Au foyer Sonacotra «Francis Jammes», samedi 27 novembre, avait lieu une journée «portes ouvertes» de 14 h. à 18 h. dans le cadre des rencontres Français - Immigrés.

A l'entrée du bâtiment, une dizaine de locataires sont chargés par la direction de désigner le local où se déroule l'accueil des visiteurs. Il ne faut pas longtemps pour comprendre qu'ils n'ont pas été consultés pour cette journée de dupes, dont l'initiative est prise sans leur accord, dans le seul but de montrer à la population grenobloise comme il «fait-bon-vivre-dans-ces-foyers» et surtout «visiteurs-faites-le-savoir-autour-de-vous».

Aux premières questions directes que l'on pose aux travailleurs, à savoir le loyer, la sécurité, le respect de leur personne, c'est une grande discussion générale qui s'amorce où tous les problèmes commencent à surgir :

Les délégués des locataires sont tous au préalable triés par le directeur et les votes se font à main levée; de toute façon les élus sont les hommes du directeur. Il y a actuellement dans ce «comité» 3 Français, 2 Turcs, un Marocain, un Tunisien, 3 Algériens pour 415 locataires à grande majorité algériens, tunisiens, marocains. Jugez les proportions !

Dernièrement, un locataire algérien a cassé sa clef dans la serrure de

sa porte de chambre en essayant de l'ouvrir : il a été immédiatement expulsé.

Expulsé pour avoir refusé de payer un carreau cassé.

Un locataire du foyer, qui habite maintenant dans un autre foyer proche, avait refusé de payer la casse d'un carreau de la salle à manger due à un courant d'air : expulsé !... Si l'on sait que le foyer est divisé en appartements, qu'il y a 4 locataires dans chaque appartement et que chacun paie 210 F pour une salle à manger minable, un recoin dérisoire nommé pompeusement «chambre» (j'ai dû m'aplatir contre la cloison pour prendre la photo), avec disponibilité d'un lavabo et d'une douche pour 4 dans une espèce de couloir, cela fait 840 F dans la caisse de la Sonacotra pour une surface bien inférieure à un F4 en HLM ! C'est faire payer cher aux travailleurs les plus démunis la reconstitution de leur force de travail ! Et il faut payer en plus les carreaux cassés !

A ce moment, arrivent précipitamment des «délégués» des locataires, dont 2 Français (style appariteurs

musclés), le macaron d'accueil au revers du veston, suivis du directeur, le fameux Poly, bien tristement connu de mémoire de travailleur immigré, pour ses nombreuses exactions. (Il y a quelques années, il avait enregistré le règlement sur bande magnétique et le faisait écouter régulièrement aux locataires à leur arrivée et pour la moindre vétiller).

L'opération «portes ouvertes» un calcul démagogique

Ils bousculent les travailleurs, les obligent à se disperser. On me dirige le plus rapidement possible vers un copieux buffet servi au bar par le sous-directeur où plusieurs visiteurs sont déjà installés et certains autres «délégués» : il faut éviter le plus possible les contacts avec la majorité des locataires, tenus à l'écart. Lorsque, très vite, je quitte la «réception», je retrouve le groupe de travailleurs qui discutent entre eux avec détermination, bien décidés à ne pas se laisser duper par les hommes de main de la bourgeoisie. Ils savent que l'opération «portes ouvertes» est un calcul démagogique, ils ne seront jamais dupes et ne comptent que sur leurs luttes et le front uni des travailleurs pour arracher leurs droits à la classe bourgeoise.

Correspondante HR

Rhône Poulenc Textile

Un nouveau lock-out au Péage de Rousillon

Mardi soir, la direction de Rhône-Poulenc Textile décide de fermer l'usine de Péage-de-Rousillon (Isère) parce qu'elle estime qu'elle n'est plus en mesure de garantir la sécurité des personnes, du travail et du matériel.

Ce lock-out permet à la direction RPT de mettre en chômage technique, les 400 employés de l'atelier de flocons.

Malgré la passivité des responsables CGT et de certains de la CFDT, l'agitation est grande au sein de l'usine de Péage. En effet, le Ministre du «travail» vient de confirmer qu'il autorise le licenciement des 356 ouvriers de la filature, il a même ajouté lors de son passage à Lyon que 150 ouvriers de RPT seront licenciés sous peu.

La CGT et la CFDT actuellement ne se contentent que d'engager des actions en prud'homme, alors que ces actions seules ne peuvent en aucune manière déboucher sur une mobilisation de masse de l'ensemble des travailleurs de RPT, voir de

tout le trust Rhône-Poulenc et même de tout le secteur chimie en général, vu que des licenciements sont aussi à l'ordre du jour à BSN (Gervais-Danone).

CHEZ BSN

Une grève est actuellement en cours dans le groupe BSN, mais bien manipulée par les révisionnistes de la CGT, qui ne préconisent que des grèves de 2 h par postes et par secteurs à BSN Labegude (Ardèche).

Au cours de la grévette de mercredi à Labegude, les responsables CGT (seuls) ont fait débrayer le personnel temporaire, et quelques militants, pour l'embauchage définitif du personnel temporaire. C'est une bonne action, certes... mais comme le soulevait des travailleurs temporaires à l'assemblée générale de mercredi : seule l'action unie à la base et dans l'action de tout le personnel de l'usine fera plier la direction et donnera satisfaction à nos revendications.

Lorsqu'un temporaire souleva le problème de la solidarité avec nos camarades de RPT, le responsable local CGT se contenta de dire qu'à RPT il y a effectivement un problème comme partout ailleurs mais que les travailleurs de RPT sauront se battre ! Est-ce une réponse militant syndical ?

Là, nous pouvons constater l'esprit de collaboration de classe de certains faux militants ouvriers, qui sont bel et bien au service des patrons, qui se contentent de dire à tour de bras que bientôt avec la «gauche» au pouvoir tout changera ! quelle mystification !

Nous travailleurs du verre du trust BSN de Labegude (Ardèche) et travailleurs temporaires, nous savons que seule notre détermination dans la lutte à la base et dans l'action contre nos patrons nous donnera satisfaction. Nous ne sommes pas encore tous de cet avis, du fait de la division des faux défenseurs de la classe ouvrière, mais, mercredi, a été un pas dans cette unité malgré les paillettes du bonze révisionniste.

Nous devons unir nos efforts et notre lutte à celle de nos camarades de RPT Péage-de-Rousillon avec comme mot d'ordre : TOUS ENSEMBLE ET EN MEME TEMPS.

Correspondant HR à BSN Labegude (Ardèche) avec des travailleurs temporaires et titulaires



Caisse d'Épargne
de Paris

LA POURSUITE DE LA GREVE EST VOTÉE A UNE IMMENSE MAJORITE

La poursuite de la grève est votée à une immense majorité.

Après 53 jours de grève les employés de la Caisse d'Épargne de Paris viennent de reconduire massivement la grève par 748 voix pour et 15 contre, à la dernière assemblée générale. Les employés, qui avaient reçu, individuellement à leur domicile une lettre du conseil d'administration ont témoigné par cette attitude et une réponse collective signée de tous que leur unité est solide face au patron.

Comme ils le disent eux-mêmes, la manoeuvre de la part du pouvoir qui veut placer son habituel refrain sur la «liberté du travail», consiste à nier la réalité. Cette manoeuvre a échoué face à la détermination des grévistes. La grève des «écureuils» est une épreuve de force avec le pouvoir. Elle doit obtenir l'appui des travailleurs du même secteur professionnel mais aussi des autres.

PTT

QU'EST-CE QU'UN BUREAU DE POSTE PILOTE POUR LA CGT ?

Voilà ce dont je peux témoigner après avoir travaillé quelques temps dans un bureau de poste mixte, guichet et distribution :

SITUATION

En janvier 76, les dirigeants du syndicat FO, en échange de leur compréhension pour les «problèmes» du gouvernement, obtinrent une diminution d'horaire de 41 h 30 à 40 heures hebdomadaires, sans changement de salaire.

C'est en juillet 76 que cette mesure fut appliquée dans le bureau.

La direction du bureau l'applique en réduisant l'horaire journalier de 1/4 d'heure, sans mesure annexe pour alléger le travail de chacun en conséquence. La direction a seulement changé l'agencement du travail sans création d'emplois nouveaux.

Pour les facteurs, l'horai-

re varie en fonction du volume de courrier à distribuer mais tous les facteurs préparent leurs tournées par des tris successifs (secteur alphabétiques pour les rues longues-quartier et à l'intérieur de chaque quartier en fonction de la tournée). Pour cela avant ce 1er juillet, ils venaient à 6 h 30 et pouvaient partir en tournée à partir de 8 h 40. Après le 1er juillet, la direction fixa le nouvel horaire à 6 h 45, et les facteurs pouvaient partir en tournée à 8 h 40. Autrement dit, la direction voulait les faire travailler plus rapidement. Ce n'était donc plus une diminution d'horaire sans changement de salaire, puisque les facteurs devaient en faire plus, donc dépenser plus de force de travail pour le même salaire.

LA LUTTE

Face à cela, les facteurs étaient prêts à la lutte. Les syndicats CGT largement

majoritaire et CFDT proposèrent l'action suivante : venir à 6 h 30 comme avant et attendre que l'administration prenne les dispositions pour que la diminution d'horaire soit effective. Autrement dit, c'était la passivité qui était prônée face au non-respect de la réduction d'horaire effective par l'administration. Face à la direction, les syndicats n'ont pas entrepris d'action offensive pour imposer ce 1/4 d'heure de diminution alors que le rapport de force aurait mis la direction en demeure de l'assurer.

Objectivement, CGT et CFDT ont fait le jeu de la direction, se sont mis au service de la direction. Sur le plan des intérêts économiques, les facteurs voulaient 1/4 d'heure de diminution d'horaire. CGT et CFDT font travailler les facteurs comme avant. La direction voulait que le courrier s'écoule comme avant sans frais supplémentaire ; CGT et CFDT ont satisfait la direction.

Sur le plan des intérêts politiques : les facteurs veulent un syndicat qui défende leurs intérêts de classe, car la direction du bureau, représentante de l'Etat patron, cherche toujours à gagner plus en reprenant aux travailleurs ce qu'ils ont acquis par leurs luttes antérieures. Or, les syndicats ont bradé une fois de plus les intérêts des travailleurs et d'après l'aveu même de la CGT dans le tract, «pour ces 2 mesures (diminution d'horaire de 43 heures à 41 heures, 1/4 d'heure de pose), aucune création d'emploi», c'est une pratique habituelle. Et les syndicats, en particulier la CGT dans leur tract ont le culot de se présenter comme défenseur du personnel ! Le révisionnisme (le syndicat CGT est complètement aux mains du PCF) se pare d'une phraséologie révolutionnaire, mais c'est l'exploitation la plus éhontée qui s'y cache derrière. La lutte contre le révisionnisme dans le mouvement ouvrier est une lutte primordiale pour amener la révolution prolétarienne.

cul», en travaillant normalement pour trier en 3/4 d'heure.

— on a montré qu'on travaillait bien, on va continuer à bien travailler («Si l'administration se fout du service public, nous pas»).

Le délégué CFDT prend à son tour la parole pour

répéter presque mot pour mot les dernières paroles du délégué CGT. Aucun débat n'est suscité, c'était simplement une «information» ; les syndiqués CGT avaient décidé !

Avant d'arrêter la réunion, le délégué CGT annonce que CGT et CFDT viennent d'avoir un entretien avec le receveur qui demande à ce que les facteurs prennent en charge une partie de la distribution des lettres en express.

Les délégués font relais et demandent au personnel de prendre cela en charge.

A 8h au micro le délégué CGT annonce que l'ensemble du personnel a décidé de reprendre à 6h45.

Quelles conclusions en tirer ?

Les syndicats dans le bureau poursuivent une ligne de collaboration de classe. Ils ne défendent pas les intérêts des travailleurs à la base :

L'action est stoppée sans qu'aucune action plus efficace ne soit proposée. La démocratie syndicale est complètement abandonnée et bafouée :

— Les non syndiqués n'ont rien à dire

— La CFDT et la CGT ont pris leurs décisions en réunion faite à l'insu de l'ensemble du personnel.

— Ils mettent l'échec du «mouvement sur le dos des facteurs.

— Dans les faits ils acceptent volontiers les conditions de l'administration en parole et la soutiennent dans les faits.

— Ils se présentent objectivement comme des gérants loyaux du bureau.

La lutte pour la sauvegarde des intérêts économiques et politiques de la classe ouvrière passe par une lutte sans merci contre le révisionnisme dans les syndicats, qui sert les intérêts de la bourgeoisie, en particulier du Programme commun.

Un postier marxiste léniniste.

Lycée Joliot Curie (Rennes)

LA «DEMOCRATIE» DES DIRIGEANTS DE LA CFDT

Le 20 novembre, à Rennes, à la porte du lycée Joliot-Curie, la CFDT organisait une matinée sur l'école.

A Joliot, il existe 2 comités de lycéens : le Comité de lutte (CL) et le Comité révolutionnaire d'Information (CRI). La section SGEN-CFDT de Joliot provoquait une réunion, une semaine avant, avec ces 2 comités. Il était entendu que les lycéens pourraient amener leurs panneaux du moment qu'ils étaient clairement signés par eux. Il était décidé de faire ensemble un panneau sur la répression à l'école. Ce qui fut fait le lendemain, en même temps qu'il était décidé que ce panneau serait signé : SGEN-CFDT, CL, CRI.

Le 20 novembre

La journée commençait à 10 h. A 9 h 50, un permanent vient dire à des membres du CRI qu'il n'était pas question que nous mettions nos panneaux. Il lui a été répondu : «De toutes façons on les mettra». On a donc mis nos panneaux (un sur la sélection sociale, un sur le rôle de l'école, un autre sur son contenu, un sur les conséquences de la réforme Haby, un

sur l'école du programme commun et un sur une école faite par et pour les travailleurs), un peu à l'écart. Un tour parmi les panneaux de la CFDT nous permit de voir que le panneau sur la répression était bien là, mais qu'il était signé seulement de la CFDT. Un membre du CRI et un du CL s'installèrent pour compléter la signature : un prof du SGEN nous envoya par terre. Aux explications que nous demandions, il répondit que ça avait été rediscuté... en section. *Ces «démocrates» n'avaient pas jugé utile de nous demander notre avis, ni même de nous prévenir !*

Les gens de la CFDT, voyant que ça commençait à aller mal pour eux (les gens commençant à poser des questions sur ce qui se passait), cherchèrent à étouffer le débat «on en a assez discuté comme ça», tout en continuant de nous dire «ramassez vos panneaux».

Cependant, le débat se portait devant les panneaux des lycéens. Le MRJC, la Famille Rurale (invités par la CFDT), des militants de la CSCV (ex-APF) et de la CFDT proposaient au CL et au CRI de venir, avec eux, demander des comptes au permanent. Celui-ci refusa de

porter le débat au mégaphone, cherchant ainsi à restreindre l'écoute du débat engagé. Un cercle d'une cinquantaine de personnes se fit. Le permanent n'arrivant pas à trouver des arguments, préféra se retirer. Un militant du CRI voulant le retenir, il le bouscula : le permanent fut immédiatement hué par les gens présents et commença à ranger ses panneaux.

Où est la démocratie de la CFDT ?

Dans son refus de laisser s'exprimer les organisations que se donnent les lycéens ?

Dans son refus du débat ?

Dans sa «chasse aux sorcières» lancée par E. Maire ?

Comme le montre la fin de cette journée, les masses commencent à se poser des questions sur la démocratie des dirigeants de la CFDT. N'hésitons pas à dénoncer, largement, tous les exemples de trahison et autres crapuleries des dirigeants CFDT, pour que les masses rejettent, le plus rapidement possible, toutes les illusions qui circulent encore sur eux !

Un lycéen.

COMMENT LES SYNDICATS ONT MIS FIN A LA LUTTE DES FACTEURS

Le mercredi 10 novembre (après les mascarades des 7/10, 23/10, juste avant celle du 19/11), le matin à 7 heures, le délégué CGT annonce une réunion du personnel pour 7 h 30 sans en donner l'ordre du jour. A 7 h 15, les délégués CGT et CFDT sont appelés dans le bureau du receveur, patron du bureau. La réunion du personnel a lieu en fait à 7 h 40. A 7 h 45, le délégué CGT demande le silence. Il annonce que les syndiqués CGT en réunion ont décidé de commencer dorénavant à 7 h 45, d'arrêter le mouvement. Pourquoi ?

— parce que l'administration a laissé pourrir le mouvement

— parce que les facteurs profitent de ce qu'il y a l'horaire du syndicat et l'horaire de l'administration pour arriver entre 6 h 30 et 6 h 45, ce qui nuit au «mouvement»

— parce qu'on a prouvé à l'administration qu'il fallait bien 3/4 d'heure pour trier.

Dans quelles conditions ? — commencer le travail dès 6 h 45 sans «tirer au



informations générales

La campagne de soutien à l'Humanité rouge

UNE NOUVELLE BATAILLE

Une fois encore «l'Humanité rouge» fait donc appel à ses lecteurs, aux travailleurs, pour l'aider à vivre et à se développer. Une nouvelle bataille est engagée pour que le point de vue des marxistes-léninistes puisse continuer à s'exprimer chaque jour et avec de plus en plus de force.

Sans de telles souscriptions de masse, organisées deux fois par an, notre presse ne pourrait vivre. C'est là une parfaite illustration de ce qu'est la démocratie bourgeoise dans laquelle nous vivons. Selon la loi bourgeoise, tout le monde a un droit égal à publier un quotidien. Mais si l'on regarde d'un peu près la réalité, on ne tarde pas à voir les limites de cette «liberté». Celle-ci, dans les faits, n'existe réellement que pour les capitalistes. Un seul capitaliste, comme Hersant par exemple, peut sans problème acheter plusieurs journaux pour s'en servir comme d'un poison administré à grande échelle. La bourgeoisie, qu'elle se présente sous une étiquette de droite ou de «gauche», détient la quasi totalité des moyens d'information écrite, parlée ou télévisée. Rien d'étonnant à cela : c'est elle qui détient le pouvoir. Et l'information (ou plutôt l'intoxication) est un puissant instrument qu'elle utilise pour s'y maintenir. Elle a le monopole quasi total de l'information. Et les étiquettes différentes qu'elle se donne n'y changent rien. Le socialiste Deferre, qui édite le quotidien «le Provençal» est aussi celui qui édite le quotidien raciste et fasciste «le Méridional». Cette presse vit de l'exploitation de la classe ouvrière, elle est la propriété et au service du capitalisme. Du «Figaro» à «l'Humanité», cette presse est subventionnée par les monopoles capitalistes, par l'Etat capitaliste, voire par des fonds étrangers.

Mais que les marxistes-léninistes, qui représentent d'ores et déjà le point de vue de milliers de personnes, veuillent éditer un quotidien, et alors les choses se présentent tout autrement. Nous avons certes le droit d'éditer un quotidien (du moins jusqu'à ce que la bourgeoisie en vienne à l'interdire pour défendre ses intérêts) mais

entre ce droit et la possibilité de sa réalisation, quel fossé ! Là où un seul capitaliste suffit pour défendre son système d'exploitation, il faut que, nous, nous nous mettions à des milliers pour disposer d'un journal luttant pour la disparition de ce système. Les hausses des transports, du prix du papier, des tarifs postaux, des loyers, etc., ce sont là des obstacles qui rendent toujours plus difficile cette entreprise. sait-on, par exemple, que le 1er janvier, une hausse de 20 % du prix du papier est prévue ? Publier un quotidien révolutionnaire, c'est affronter des obstacles innombrables dont le moindre n'est pas la faiblesse des moyens matériels dont nous disposons.

Voilà pourquoi il est indispensable que notre journal ait recours régulièrement à des souscriptions de masse. Voilà pourquoi publier chaque jour «l'Humanité rouge» est une victoire sur la bourgeoisie, sur un système fait par et pour la bourgeoisie.

Notre journal ne doit rien à la bourgeoisie, aux monopoles, il en est indépendant. A la différence de «l'Humanité», vous ne trouverez dans «l'Humanité rouge» aucune publicité pour les capitalistes. Comment, d'ailleurs, pourrait-on prétendre combattre le capitalisme et le détruire, si l'on dépendait de lui ?

L'argent qui fait vivre «l'Humanité rouge» n'a qu'une source et une seule : les travailleurs, les gens du peuple. En engageant cette nouvelle souscription, c'est à eux que nous nous adressons, dans les entreprises, les campagnes, les quartiers, les écoles, les facultés. «L'Humanité rouge» est le journal de ceux qui, chaque jour, affrontent l'exploitation et la répression de la bourgeoisie, qui font face aux manœuvres et aux trahisons de ces faux communistes qui ne rêvent qu'à s'installer aux postes de commande de l'Etat capitaliste. Il est le journal de ceux qui aspirent à une société socialiste où les exploités n'auront plus le droit de mentir et où le peuple pourra enfin faire entendre sa voix et prendre en mains son destin.

La campagne pour recueillir 25 millions est une bataille sur la voie de la réalisation de cet idéal.

ABONNEZ-VOUS AUX PERIODIQUES CHINOIS

LA CHINE
1976 9

«La Chine»

Extrait du No 10

Le boisement dans notre pays



«Sous la direction unifiée du Parti, ils (paysans pauvres et moyen-pauvres, ouvriers et employés forestiers) sont résolus à mettre consciencieusement en pratique le principe : «Assurer un développement général axé sur les céréales». Ils tiennent à établir un bon équilibre entre l'agriculture, la sylviculture et l'élevage, à combiner le boisement avec les travaux d'infrastructure dans leur unité et aménager de façon rationnelle montagnes, rivières, terrains cultivés, forêts et routes. A mesure que s'approfondit le mouvement de se mettre à l'école de Tatchai, le développement de la sylviculture est assuré d'un avenir prospère.»

PEKIN INFORMATION :

1 an : 21,00 F ; 2 ans : 31,50 F ; 3 ans : 42,00 F

LA CHINE :

1 an : 17,00 F ; 2 ans : 25,50 F ; 3 ans : 34,00 F

LA CHINE EN CONSTRUCTION

1 an : 14,00 F ; 2 ans : 21,00 F ; 3 ans : 28,00 F

LITTERATURE CHINOISE :

1 an : 17,00 F ; 2 ans : 25,50 F ; 3 ans : 34,00 F

COMMERCE EXTERIEUR DE CHINE :

1 an : 14,00 F ; 2 ans : 21,00 F ; 3 ans : 28,00 F

ENVOYER VOS ABONNEMENTS/

REABONNEMENTS à : E 100, 24, rue Philippe de Girard Paris 75 010

Témoignage

A PROPOS D'UN ACCIDENT

Le jeudi 18 novembre à 7 h du matin, un camion appartenant à une entreprise de transports grenobloise tombe en panne sur un passage à niveau dans la région de Chambéry. Le moteur tourne, mais les roues sont bloquées. Arrive un rapide qui le percute à 110 km/h.

Comme le dit le «Dauphiné libéré», «catastrophe évitée de justesse», car «le bilan n'est lourd que sur le plan matériel. En effet, seul le mécanicien de la locomotive fut grièvement blessé...» Pour ce journal, la vie d'un travailleur ne compte pas beaucoup ! Ah, si M. De Machin De Chose, PDG des établissements Fézonsuélbur-nous SA était tombé de son sleeping et avait eu une bosse, ç'aurait été tout autre chose !

Quant aux causes de l'accident, «l'enquête devra les

déterminer» ... dans quelques mois, voire quelques années, il y aura 2 lignes sur les conclusions de cette enquête, peut-être un procès discret pour savoir qui doit payer la note. Et une fois de plus le capitalisme ne sera pas mis en accusation.

Or, bien des questions peuvent être posées dès maintenant :

— Etant données la circulation automobile de plus en plus dense et la vitesse des trains de plus en plus grande, comment se fait-il qu'il y ait encore des passages à niveau ?

— Comment un camion peut-il brusquement tomber en panne sur la route ? L'entreprise l'entretient-elle correctement ? Ou bien fait-elle des économies sur l'entretien pour gagner plus d'argent ?

— Les locomotives sont-elles suffisamment équipées ? Tout est-il mis en œuvre pour

que la vie du mécanicien soit protégée ? Ou bien, là encore, pour quelques profits de plus, fait-on des économies ?

— Il était 7 h du matin. Le camion venait du Vaucluse et se trouvait près de Chambéry, «après un long voyage nocturne» dit le «Dauphiné libéré». N'est-ce pas jouer avec la vie du chauffeur et des autres usagers de la route que de lui faire faire un voyage d'une nuit entière ? Est-il normal que le chauffeur soit seul pour un tel trajet ?

La conclusion est claire : à tous les niveaux, les patrons font des économies sur le dos des travailleurs, en les obligeant à risquer leur vie. C'est ça la véritable cause de l'accident survenu à Chamousset (Savoie) le 18 novembre.

Correspondant HR
Grenoble

ASSISES NATIONALES DU NUCLEAIRE

Ce sont les grévistes de la Hague qui, à leur 75e jour de lutte, ont ouvert et dirigé à Cherbourg ces assises où se trouvaient rassemblés pour la première fois ouvriers et techniciens du nucléaire, scientifiques, écologistes. Le débat, quoique rendu parfois difficile par l'attitude de spécialistes ou de donneurs de leçon, notamment de certains écologistes, s'est avéré extrêmement fructueux. Il a notamment porté sur les conditions de travail et de sécurité, montrant que la tactique du CEA consistait à sous-traiter les travaux les plus risqués ou à les faire effectuer par des entreprises extérieures (la moitié du personnel à la Hague). Par ailleurs, le gouvernement n'a fait faire aucune étude sérieuse à propos de la sûreté des différentes filières nucléaires.

D'autres commissions ont montré que le plan électro-nucléaire gouvernemental correspondait à la restructuration de gros trusts, comme PUK, Alstom, Creusot-Loire. Ces assises ont également

été marquées par la position difficile où se sont trouvés les partis de «gauche», notamment le PCF qui, dans «l'Humanité Dimanche», fait de la réclame pour Super-Phénix.

AUX EDITIONS DU CENTENAIRE

Traduits du chinois :

— *L'impérialisme aujourd'hui* : il s'agit d'un traité sur «l'impérialisme, stade suprême du capitalisme» de Lénine. L'actualité de cet ouvrage fondamental pour la compréhension du monde contemporain, ainsi que les liens entre l'impérialisme et le révisionnisme y sont clairement démontrés et illustrés. 248 p., 19,00 F

— *Études l'économie politique* : ce manuel destiné aux jeunes instruits chinois fait le tour de l'économie politique marxiste de façon claire, complète et vivante depuis l'exposé des notions de base jusqu'à la description des mécanismes plus complexes du monde contemporain. T 1 Le Capitalisme 22,00 F 292 p.

**QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN,
NE LE JETEZ PAS ! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE !**



culturel

A propos d'un appel à la production artistique littéraire révolutionnaire

LA QUESTION DE L'HERITAGE ARTISTIQUE

NOTRE REPONSE AU LECTEUR

Nous publions aujourd'hui, dans le cadre de notre appel à une production artistique et littéraire révolutionnaire, des extraits d'une lettre d'un lecteur critique de notre appel, à laquelle nous répondons. Ce sujet est important car il concerne le problème de «l'héritage artistique».

UN LECTEUR NOUS ECRIT

Je ne peux admettre votre légèreté qui consiste à affirmer, au sujet des oeuvres littéraires révolutionnaires qui ont le mérite d'exister «*mais quelque soit la valeur de ces oeuvres, elles font référence à des réalités concrètes aujourd'hui dépassées, soit à d'autres pays*». Ainsi vous vous préparez à publier ce qui n'existe pas encore et vous l'opposez, avant la naissance, au nom des spécificités françaises et de celles de l'actualité, à des oeuvres révolutionnaires qui existent déjà mais qui ont le tort, d'après vous, d'être anciennes ou étrangères, voire les deux.

Or, il me semble que ces oeuvres méritent autant de place dans l'Humanité rouge que celles que vous vous proposez avec juste raison de publier.

1) Les oeuvres «anciennes ou étrangères» qu'on continue à publier de nos jours sont en règle générale politiquement justes. Etes-vous sûrs qu'il en sera de même pour celles que vous publierez ?

2) Les oeuvres «anciennes ou étrangères» sont les oeuvres appréciées parce qu'elles ont généralement un bon niveau artistique que j'aimerais trouver dans celles que vous vous apprêtez à publier. D'autre part, croyez-vous qu'il n'y a rien d'actuel et de français dans des oeuvres anciennes ou étrangères qu'en un mot il n'y ait pas d'universalité littéraire pour des oeuvres révolutionnaires qui décrivent quelque chose d'éminemment universel : la lutte de classe et ses diffé-

rents effets tant collectifs qu'individuels ?

3) Les oeuvres «anciennes ou étrangères», disons par exemple russes de la bonne époque, albanaises, etc..., décrivent des processus révolutionnaires victorieux ou du moins des succès décisifs et donc, elles portent en elles un potentiel d'espoir et de certitudes dans la victoire de la révolution mondiale, en un mot, le romantisme révolutionnaire que vous ne retrouverez pas au même degré dans des oeuvres actuelles et françaises qui ne pourront décrire que ce qui existe, c'est-à-dire des luttes partielles, des succès relatifs, même si elles sont des indices de grands espoirs.

Vous direz que je fais beaucoup d'histoires pour une petite phrase qui vous a échappée, mais le fait de refuser de publier dans l'Humanité Rouge des oeuvres «anciennes ou étrangères» est la cause qui me fait dénoncer cette phrase, d'essence révisionniste certes, mais que je n'aurais pas relevée s'il s'était agi d'une parole en l'air.

En effet, quoi de plus révisionniste que de méconnaître le caractère universel des oeuvres littéraires révolutionnaires sous prétexte de particularités nationales. A mon avis les réalités concrètes de la lutte des classes, si elles sont bien décrites, ne peuvent jamais être vraiment «dépassées» même si elles sont anciennes, ou vraiment «étrangères» même si elles viennent de pays étrangers.

Nous ne critiquons pas les oeuvres révolutionnaires passées ou étrangères. Il ne s'agit pas d'opposer ces oeuvres à des oeuvres parlant de la réalité concrète actuelle dans notre pays. Nous disons que les révolutionnaires ont eu besoin d'oeuvres qui parlaient des problèmes et des réalités de leurs pays pour faire la révolution et que, nous aussi, nous avons besoin de telles oeuvres. Car la caractéristique d'une oeuvre d'art révolutionnaire c'est de partir de la réalité concrète, autrement personne ne la lit, sauf des spécialistes coupés de la vie du peuple.

Donc, si de telles oeuvres n'existent pas, il faut les créer, au lieu de reculer devant l'ampleur de la tâche. Ensuite, si les oeuvres révolutionnaires «reconnues» dont tu parles étaient justes politiquement, c'est qu'elles étaient liées aux spécificités de leur époque ; et celles que nous avons l'espoir de susciter le seront à la même condition. Si notre objectif politique, le socialisme, la dictature du prolétariat, n'a pas changé depuis Marx, il est assez clair que notre ligne (le moyen d'y arriver) n'est pas la même. Si nous nous inspirons sans cesse de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao et si nous soutenons sans réserve la Chine et l'Albanie, il n'en reste pas moins que nous sommes des révolutionnaires français, et que c'est ce qui détermine toute notre activité. Tes positions relèvent en définitive d'un pessimisme et d'un manque de confiance en notre peuple.

Tu doutes de la qualité des oeuvres que nous publions. De quel droit ? Toujours le même pessimisme. Tu fais remarquer que dans les oeuvres «reconnues», il y a des éléments qui sont adaptables à la réalité française, des éléments universels. D'accord. Et alors ? Que faut-il en conclure ? Que nous pouvons nous en contenter ?

Tu attribues la supériorité des oeuvres passées et étrangères au fait qu'elles parlent de luttes importantes et victorieuses alors que

nous, nous ne saurions parler de luttes aussi intenses et aussi exemplaires. Voilà bien le nœud du problème. Remarquons que tu te contredis. Voilà tout à coup que notre réalité concrète en France devient radicalement différente de celles qui ont donné naissance aux grandes oeuvres révolutionnaires. Deux remarques : d'abord, même si ce que tu dis était vrai, il n'en serait que plus urgent de créer notre propre littérature pour dégager aux yeux des masses les germes révolutionnaires contenus dans nos luttes sectorielles et nos échecs.

C'est dans ce sens que la littérature ancienne et étrangère peut être d'une grande utilité. En nous apprenant quels sont les traits fondamentaux et universels des mouvements révolutionnaires, les exemples à suivre et les erreurs à ne pas commettre.

En nous apprenant aussi comment exprimer les idées révolutionnaires d'une façon qui touche les masses et les pousse en avant. Car c'est de ces deux points de vue que ce sont des oeuvres «reconnues» et «réussies». Cela relève de l'internationalisme prolétarien.

Ensuite, ce que tu dis est faux. Il y a largement de quoi tirer des luttes et de la situation actuelle en France des oeuvres pleines d'enseignements et d'éléments pour former la conscience révolutionnaire des masses.

Tu définis la littérature socialiste comme un élément de la construction du socialisme qui ne peut donc se réaliser qu'après la révolution.

Les oeuvres précédant la révolution, selon toi, sont «seulement» des oeuvres de destruction de l'idéologie bourgeoise. Quant à nous, la position exprimée dans les colonnes du journal part de cette considération toute simple : l'art et la littérature révolutionnaires sont ce qui, à n'importe quelle époque et dans n'importe quelles circonstances, constituent une arme idéologique dans le combat pour la révolution socialiste. Selon toi toujours, il n'y a de littérature socialiste au sens vrai que s'il y a «*description positive d'un combat vraiment massif*».

Même cette opinion nous ne la partageons pas. Elle signifie que l'artiste révolutionnaire doit se contenter de rendre compte des luttes de masse. Pour nous, l'écrivain doit aller de l'avant, indiquer la route et être, selon la formule d'Enver Hoxha, l'auxiliaire du parti pour l'éducation communiste des gens. L'artiste révolutionnaire joue un rôle actif à toutes les étapes.

Ainsi, tu peux voir que «*La petite phrase qui nous a échappé*», en réalité ne nous a pas échappé du tout. Elle se rapporte à une conception précise des tâches communistes sur le front culturel.

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

	heures de Paris	longueur d'ondes	fréquences
TIRANA	16h00-16h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	17h00-17h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	19h00-19h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	21h00-21h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	22h00-22h30	31 m 42 m 215 m	9677 kc 7143 kc 1395 kc
	23h30-24h00	31 m 42 m 206 m	9677 kc 7143 kc 1456 kc
	6h00-6h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
PÉKIN	19h30-20h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	20h30-21h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	21h30-22h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	22h30-23h30	42,7 m 42,4 m 45,9 m	7026 kc 7075 kc 6536 kc

IMPORTANT : Les longueurs d'onde 215 et 206 m (Tirana) sont dans la gamme des ondes moyennes (OM ou MW). Les autres longueurs d'onde, dans les bandes des 30 et 40 m, sont dans la gamme des ondes courtes (OC ou SW).

Si votre poste est gradué en MC au lieu de KC c'est facile de transformer : il suffit de diviser par 1 000 : 9677 kc équivaut à 9,677 mc.

Un livre à lire «MA PLUME AUSERVICE DU PROLETARIAT»

par l'écrivain chinois Haoran

Un livre qui concerne tous ceux qui s'intéressent de près aux questions artistiques et littéraires dans leurs principes et leurs méthodes de travail. Il concerne également tous ceux qui veulent mieux connaître ce qu'est l'idéologie prolétarienne en général et ce qui se passe en Chine populaire aujourd'hui en particulier.

12 F. Aux librairies : Les Herbes sauvages, la Force du livre.

L'Humanité Rouge

enquête

Sur le front du logement (5)

Face aux manœuvres du PCF Les marxistes léninistes doivent être à l'avant-garde

La tactique des révisionnistes, sur le front du logement comme dans les entreprises, vise fondamentalement à récupérer le mécontentement des travailleurs au profit du programme commun et à faire croire que l'arrivée de l'Unioin de la «gauche» au pouvoir réglerait tous les problèmes des locataires. Dans les municipalités «de droite», ils jouent ce jeu à fond tout en empêchant le développement des luttes sur une base de classe véritable. Dans les municipalités «de gauche» ils ont de gros avantages pour faire pression, manipuler, mais peuvent se trouver «en difficulté» quand le mécontentement atteint les locataires de l'OPHLM municipal. Nous allons donner quelques exemples des manœuvres auxquelles ils se livrent et parler ensuite de la position que doivent avoir les marxistes-léninistes par rapport aux luttes des locataires.

QUAND LE PCF EST SUR LA BRECHE !

Des lecteurs nous racontent comment le PCF a essayé de faire rejaillir sur lui les mérites de la mobilisation contre un appel de charge à la cité de Chennevières à St Ouen L'aumône, et de saboter, finalement, la lutte des locataires, organisés dans l'association ARGC. «Vente du journal local du PCF, permanence tous les soirs avec signature d'une pétition, délégation auprès de l'OPHLM... 24 h sur 24, les membres du PCF étaient présents. Eux qui jusqu'ici n'étaient jamais intervenus dans la cité nous gratifiaient de la présence du sénateur Châtelain, ... bref, l'odeur des élections (la mairie de St Ouen L'aumône est aux mains des républicains indépendants) les mettait en effervescence.»

Le 27 septembre le PC intervient en force au cours d'une assemblée générale convoquée par l'ARGC pour essayer de discréditer cette association et de se mettre à la tête de la lutte. Mais les locataires déjouent cette manœuvre et s'unissent autour de l'association pour refuser le paiement du rappel de charges : 1100 signatures sont recueillies soit la quasi-totalité des habitants.

Le PCF après cet échec se démasque et sabote ouvertement l'action : «Ils critiquèrent systématiquement les initiatives prises par l'ARGC et, eux qui étaient omniprésents pour vendre leur presse et faire



Les marxistes-léninistes de Borny soutiennent dans leur bulletin la lutte des locataires de Logi-Est. signent leur pétition, furent soudain tous débordés de travail et fatigués, ne pouvant pas diffuser le matériel de soutien de l'association.»

Finalement il se discrédite au moins provisoirement.

LOUVOIEMENT DU PCF DANS SES FIEFS

Les révisionnistes se servent dans leurs municipalités de tous les moyens dont ils disposent : bulletins municipaux, voitures de la mairie, tracts à foison, employés municipaux, pour faire grand battage contre les saisies, les augmentations de loyer et proposer leur solution : le programme commun. Mais sauf lorsqu'il s'agit d'impulser sur sa propre ligne une lutte «exemplaire», qui servira par exemple de tremplin à un défilé devant la préfecture, le PCF laisse en sommeil la

se tromper d'ennemi !» (autrement dit : «Persuadez-vous que c'est la faute à Giscard et payez vos loyers»). Quand le mécontentement des locataires devient trop grand et qu'ils ne sont plus accessibles à cette méthode Coué, ils jouent, bien obligés, le jeu de la «démocratie». Mais ils font tout leur possible, bien entendu pour que la volonté de grève soit «déclarée minoritaire». D'une manière générale, les révisionnistes s'efforcent dans leurs fiefs d'avoir l'hégémonie. Quand une lutte, prise en main par les locataires, leur échappe, ils sont capables de tout pour essayer de la récupérer ou de la briser en faisant intervenir massivement



Appel paru dans le bulletin municipal de Vitry sur Seine. Par contre, la municipalité n'a pas publié la photo d'une délégation de locataires venue protester à la mairie contre les saisies pour impôts locaux !

plupart des Amicales qu'il contrôle. En effet, il a intérêt à ce que les locataires bougent le moins possible dans l'OPHLM qu'il gère. D'autre part il préfère, pour des raisons électorales, se faire directement de la publicité, tout en appelant les locataires à régler leurs problèmes cas par cas et «à l'amiable» : c'est le refrain bien connu «Si vous avez un problème téléphonez aux zélus» ou «faites appel aux communistes» ! Dans ses municipalités, le PCF a par ailleurs les moyens de donner l'illusion qu'il défend les locataires en envoyant dans quelques cas ses représentants, voire des employés, municipaux ou de l'OPHLM, «soutenir» un locataire (la présence des zélus dont la photo paraîtra dans la presse et le coup de fil de la mairie à la recette municipale constituent l'argument de choc !)

On peut parier qu'il s'agit alors d'une saisie pour n'importe quoi d'autre qu'un loyer de l'OPHLM municipal. Ce dernier est une chasse gardée que les révisionnistes protègent jalousement. Nous aurons d'ailleurs l'occasion de revenir dans notre série sur les manœuvres plus ou moins sournoises qu'ils utilisent pour faire payer les loyers... même à ceux qui ne peuvent plus payer en favorisant le système des «tutelles». Aux locataires qui s'étonnent et protestent contre des augmentations de loyers, ils répondent : «Il ne faut pas

les zélus et les «cellules» pour saper le terrain sous les pieds de l'Amicale, comme ils l'ont fait lors de la lutte des Maronniers à Vitry. Cela préfigure les difficultés que rencontrerait la lutte des travailleurs si les révisionnistes étaient au pouvoir.

LA POSITION DES MARXISTES-LÉNINISTES

Nous devons militer dans les Amicales de locataires, dans les comités de quartier, pour y mener la lutte et acquérir la confiance des locataires, sans oublier que c'est dans les entreprises où les travailleurs sont directement exploités que se trouve le front principal de la lutte de classe. Dans ces luttes nous devons mettre en avant la démocratie prolétarienne, la prise des décisions en assemblées générales, l'unité des locataires membres et non membres d'Amicales à la base et dans l'action, enfin, d'une manière générale, la prise en main des luttes par les locataires eux-mêmes.

Mais en tant que communistes, nous devons, de plus, éclairer les travailleurs que sont la masse des locataires sur les raisons profondes de leurs difficultés, donner des perspectives politiques à leur

HALTE aux Saisies!

L'HUMANITÉ ROUGE VOUS RACONTE LA LUTTE MÈRE CONTRE LES SAISIES PAR LES LOCATAIRES DE LA CITÉ DES MARONNIERS ET LEUR AMICALE À VITRY SUR SEINE. LA MOBILISATION CEST PRISÉ DANS L'UNITÉ AVEC LE SOUTIEN DU COMITÉ DE QUARTIER ET DES LOCATAIRES DES CITÉS JOIGNES 'BALZAC' A VITRY SUR SEINE.



Couverture d'une brochure largement diffusée.

lutte, montrer que la révolution socialiste est le seul moyen d'en finir avec les saisies, les expulsions, le chômage.

Or, sous peine de réduire leur base de masse, de telles explications ne peuvent se faire que très partiellement dans le cadre des associations de locataires elles-mêmes.

Il est donc indispensable qu'à côté du travail de masse les marxistes-léninistes développent, dans les quartiers comme dans les entreprises, une activité autonome et donnent notamment ces explications dans leur presse. C'est ainsi également qu'ils pourront dénoncer clairement et complètement les manœuvres des révisionnistes. Il ne faut pas craindre d'apparaître et de s'exprimer ouvertement comme marxiste-léniniste sous prétexte que ceux-ci chercheront à nous discréditer en nous traitant de «gauchistes» ou que les locataires antérieurement écœurés par les manœuvres du PCF y verront une récupération. Il faut justement lutter contre les tendances «apolitiques» que suscitent les révisionnistes, en montrant aux travailleurs par la pratique qu'il y a deux conceptions de l'activité politique, bourgeoise et prolétarienne, et en leur faisant confiance pour juger. D'autre part, ne pas s'exprimer politiquement serait laisser le champ libre aux propagandes révisionnistes et réformistes, qui disposent de grands moyens et n'hésitent pas, pour abuser les travailleurs, à se donner le mérite de luttes qu'ils ont au contraire sabotées.

DES EXEMPLES A SUIVRE !

Les marxistes-léninistes de St-Ouen-L'aumône ont dénoncé, dans le bulletin de la cellule Mao Tsé-toung du PCMLF, les révisionnistes comme des faux défenseurs des travailleurs, après que les locataires aient effectivement assisté à leurs manœuvres de division, en rappelant quelle devait être la ligne suivie par des communistes véritables. Des lecteurs nous écrivent que ce bulletin intitulé «Soutien total à la lutte des résidents» fut largement bien reçu par les locataires qui prirent sa défense face aux attaques rageuses du PCF.

A Rennes-Villejean, le PCF, qui s'était opposé au Comité de coordination et aux organisations de masse participant à la lutte, allant jusqu'à les dénigrer, s'est mis lorsque l'action s'est développée à vouloir s'en attribuer les mérites dans une floraison de tracts. Nos camarades n'ont alors pas hésité, dans un tract intitulé «grandes manœuvres du PCF à Villejean» à dénoncer, preuves en main, ses mensonges et à expliquer... «A chaque ligne, il est question de partir en guerre contre la municipalité de droite... Le mot d'ordre du PCF est de récupérer les luttes des travailleurs et de s'en servir comme masse de manœuvre pour s'asseoir aux postes municipaux».